

Art. 9. De notulen van de vergaderingen van de commissie worden door de secretaris opgesteld. Zij worden in een register ad hoc ingeschreven en door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

De eensluitende afschriften van de notulen, van de beraadslagingen en van de beslissingen van de commissie worden eveneens door de voorzitter en door de secretaris afgeleverd en ondertekend.

Art. 10. De leden van de vergadering die geen ambtenaar zijn, worden ten laste van het vermogen vergoed voor hun reis- en verblijfkosten, wanneer deze niet op een andere wijze door het vermogen worden gedekt.

De schaal van deze vergoedingen is dezelfde als die voor de ambtenaren van het Ministerie van Landbouw met de graad van directeur-generaal.

Art. 11. Om de inspecteur of de adjunct-inspecteur van financiën in de gelegenheid te stellen de opdracht te vervullen die hem toevertrouwd is bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 12 januari 1984, worden hem de oproepingsbrieven en de notulen van alle vergaderingen van de commissie te bewaamer tijd gestuurd.

Art. 12. De voorzitter van de commissie is belast met het dagelijks beheer van het vermogen. Met dagelijks beheer wordt bedoeld de uitvoering van de beslissingen van de commissie.

Art. 13. Tijdens de vergadering bedoeld in artikel 13, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 januari 1984, legt de commissie haar activiteitsprogramma voor het volgend jaar vast.

Tijdens de vergadering bedoeld in het derde lid van hetzelfde artikel, stelt zij haar verslag op over de werkzaamheden tijdens het afgelopen jaar.

Dit programma en dit verslag worden aan de Minister van Landbouw en aan de Inspectie van Financiën overgemaakt overeenkomstig artikel 7 van het hogerbedoeld koninklijk besluit.

Brussel, 20 augustus 1984.

P. DE KEERSMAEKER

Art. 9. Les procès-verbaux des réunions de la commission sont rédigés par le secrétaire. Ils sont inscrits dans un registre spécial et signés par le président et par le secrétaire.

Les copies conformes des procès-verbaux, délibérations et décisions de la commission sont délivrées et signées également par le président et par le secrétaire.

Art. 10. Les membres non fonctionnaires de la commission sont indemnisés à la charge du patrimoine de leurs frais de parcours et de leurs frais de séjour, lorsque ceux-ci ne sont pas autrement couverts par le patrimoine.

Le barème de ces indemnités est celui dont bénéficient les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture ayant le grade de directeur général.

Art. 11. Pour permettre à l'inspecteur ou l'inspecteur adjoint des finances d'exercer la mission qui lui est assignée par l'article 7 de l'arrêté royal du 12 janvier 1984, toutes les convocations et les procès-verbaux de chacune des réunions de la commission lui sont adressés en temps utile.

Art. 12. Le président de la commission est chargé de la gestion journalière du patrimoine. On entend par gestion journalière l'exécution des décisions de la commission.

Art. 13. Au cours de la réunion prévue à l'article 13, 1er alinéa, de l'arrêté royal du 12 janvier 1984, la commission arrête son programme d'activité pour l'année suivante.

Au cours de la réunion prévue au troisième alinéa de cet article, elle établit son rapport sur l'activité de l'année écoulée.

Ce programme et ce rapport sont adressés au Ministre de l'Agriculture et à l'Inspection des Finances, conformément à l'article 7 dudit arrêté royal.

Bruxelles, le 20 août 1984.

P. DE KEERSMAEKER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE

F. 84 — 1697

8 JUIN 1984. — Arrêté ministériel accordant à la Société nationale du Logement une avance récupérable destinée à la couverture des frais de remise en état ou de reconstruction de logements endommagés ou détruits par le tremblement de terre du 8 novembre 1983, et appartenant à certaines sociétés agréées par cette institution

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 28;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1983 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1984;

Vu l'article 61.92 de la section 36 du titre II (partie II) dudit budget;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 21 décembre 1983 déterminant les conditions et les modalités d'octroi à la Société nationale du Logement d'une avance récupérable destinée à la couverture des frais de remise en état ou de reconstruction de logements endommagés ou détruits par le tremblement de terre du 8 novembre 1983, et appartenant à certaines sociétés agréées par cette institution;

Vu l'avis du 5 juin 1984 de l'Inspecteur des Finances,

Arrête :

Article 1^{er}. Une avance récupérable d'un montant de cent et six millions neuf cent nonante-sept mille six cent et deux francs (F 106 997 602) est accordée à la Société nationale du Logement

(compte 000-00335031-14), à charge de l'article 61.92 de la section 36 du titre II (partie II) du budget de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1984.

Art. 2. La Société nationale du Logement est tenue d'affecter l'avance visée à l'article précédent au financement des travaux de remise en état ou de reconstruction entrepris par les sociétés agréées reprises sur les tableaux annexés au présent arrêté.

En regard de la dénomination de chacune de ces sociétés, figurent :

- 1^o dans la colonne 2, le nombre et la situation des logements faisant l'objet desdits travaux;
- 2^o dans la colonne 3, la nature des dégâts;
- 3^o dans la colonne 4, le montant de l'avance destinée au financement de ces travaux.

Art. 3. Le montant de l'avance visée à l'article 2, 3^o du présent arrêté est établi à titre estimatif et provisoire.

Dans le cas où le montant final des travaux serait différent de cette estimation, après introduction, par la Société nationale du Logement, d'une déclaration de créance appuyée d'un rapport justificatif reprenant les états d'avancement des travaux, une régularisation sera opérée à l'égard de chaque société agréée intéressée.

Bruxelles, le 8 juin 1984.

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Sociétés agréées	Nombre de logements et situation	Nature des dégâts	Montant de l'avance
601 Soc. du log. d'Awans	30 Loncin-Velroux — Awans-Allieur	Fissures maçonneries + plafonnages	228 950 F
602 Le Logis social à Grivegnée	351 Angleur-Chêné — Bressoux — Grivegnée — Jupille	Dégâts aux cheminées — toitures — vitrerie — fissures maçonneries et plafonnages	3 357 831 F
605 Foyer régional à Bierset	38 Hermalle-sous-Huy — Bierset — Saint-Georges — Horion-Hozémont — Rotheux-Rimière	Fissures maçonneries + plafonnages	125 154 F
605' Maison des hommes à Flémalle	223 Flémalle-Grande — Flémalle-Haute — Mons-lez-Liège — Ivoz-Ramet	Dégâts aux cheminées — toitures — vitrerie — pignons — fissures maçonneries + plafonnages. Une maison à démolir et à reconstruire	3 145 613 F
606 Foyer de la Région de Fléron	159 Herve — Wandre — Cheratte — Beyne-Heusay — Fléron — Soumagne	Dégâts aux cheminées — toitures — pignons — fissures maçonneries + plafonnages	1 705 000 F
607 Maison heureuse à Grâce-Hollogne	250 Grâce-Hollogne	Dégâts aux cheminées — toitures — fissures maçonneries + plafonnages	4 172 579 F
608 Notre Logis à Grâce-Hollogne	316 Grâce-Hollogne	Dégâts aux cheminées — toitures — fissures maçonneries + plafonnages	2 320 079 F
610 Habitation jemeppienne à Jemeppe	165 Jemeppe	Dégâts aux cheminées — toitures — fissures maçonneries + plafonnages	1 886 810 F
613 Société régionale à Herstal	439 Vivegnis — Vottem — Herstal	Dégâts aux cheminées — toitures — fissures maçonneries + plafonnages	3 905 200 F
614 Maison liégeoise à Liège	5 475 Liège	Dégâts aux cheminées — toitures — vitrerie — fissures maçonneries + plafonnages	43 559 088 F
616 Home ougréen à Ougrée	431 Sclessin — Ougrée	Dégâts aux cheminées — toitures — fissures maçonneries + plafonnages	1 931 933 F
616' Le Confort mosan à Oupeye	10 Hermée	Fissures maçonneries en façades	207 440 F
619 Habitations sociales à Saint-Nicolas	1 775 Montegnée — Saint-Nicolas — Tilleur — Ans — Roccourt — Glain	Dégâts aux cheminées — toitures — vitrerie — fissures maçonneries + plafonnages	35 494 145 F
621 Maison sérésienne à Seraing	324 Seraing	Dégâts aux cheminées — toitures — pignons (revêtement endommagé) — fissures maçonneries + plafonnages	4 306 860 F
625 Régionale verviétoise à Verriers	32 Battice — Herve	Dégâts aux cheminées — fissures maçonneries + plafonnages	650 320 F

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juin 1984.

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE

UBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 84 — 1697

8. JUNI 1984 — Ministerialerlass, durch den der Nationalen Wohnungsbau-Gesellschaft ein rückzahlbarer Vorschuss gewährt wird zwecks Deckung der Kosten für die Wiederherstellung oder den Wiederaufbau von Wohnungen, die durch das Erdbeben vom 8. November 1983 beschädigt oder zerstört wurden und gewissen durch diese Einrichtung anerkannten Gesellschaften gehören

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 28;
Aufgrund des Dekrets vom 1. Dezember 1983 zur Festlegung der Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1984;
Aufgrund von Artikel 61.92 des Abschnitts 36 des Titels II (II. Teil) des besagten Haushaltsplans;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 21. Dezember 1983 zur Festlegung der Bedingungen und der Modalitäten der Gewährung eines rückzahlbaren Vorschusses an die Nationale Wohnungsbau-Gesellschaft zwecks Deckung der Kosten für die Wiederherstellung oder den Wiederaufbau von Wohnungen, die durch das Erdbeben vom 8. November 1983 beschädigt oder zerstört wurden und gewissen durch diese Einrichtung anerkannten Gesellschaften gehören;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors, abgegeben am 5. Juni 1984,

Beschließt der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung :

Artikel 1. Ein rückzahlbarer Vorschuss in Höhe von Hundertsechs Millionen neunhundertsebenundneunzigtausendsechshundertzwei Franken (BF 106 997 602) wird der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft (Konto 000-00335031-14) gewährt zu Lasten von Artikel 61.92 des Abschnitts 36 des Titels II (II. Teil) des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1984.

Art. 2. Die Nationale Wohnungsbaugesellschaft muss den im vorangehenden Artikel erwähnten Vorschuss für die Finanzierung der Wiederherstellungs- oder Wiederaufbauarbeiten verwenden, die von den anerkannten Gesellschaften verrichtet werden, die in den Tabellen zu vorliegendem Erlass angegeben sind.

Neben der Benennung jeder dieser Gesellschaften stehen :

1. in der Spalte 2 die Anzahl und die Lage der Wohnungen, an denen die besagten Arbeiten verrichtet werden;
2. in der Spalte 3 die Art der Schäden;
3. in der Spalte 4 die Höhe des für die Finanzierung dieser Arbeiten bestimmten Vorschusses.

Art. 3. Der Betrag des in Artikel 2 Punkt 3 des vorliegenden Erlasses gemeinten Vorschusses wird schätzungsweise und provisorisch festgesetzt.

Sollte der Endbetrag der Arbeiten nicht mit dieser Schätzung übereinstimmen, wird, nachdem die Nationale Wohnungsbaugesellschaft ein Forderungsschreiben sowie einen rechtfertigenden Bericht eingereicht hat, in dem der jeweils erreichte Stand der Arbeiten wiedergegeben ist, für jede betroffene anerkannte Gesellschaft eine Berichtigung vorgenommen.

Brüssel, den 8. Juni 1984.

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
J. MAYENCE

Spalte 1 Anerkannte Gesellschaften	Spalte 2 Anzahl und Lage der Wohnungen	Spalte 3 Art der Schäden	Spalte 4 Höhe des Vorschusses
601 Société du Log. von Awans	30 Loncin-Velroux — Awans- Aleur	Risse im Mauerwerk und im Putz	228 950 F
602 Le Logis social in Grivegnée	351 Angleur-Chênee — Bres- soux — Grivegnée — Jupille	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Glasar- beit — Risse im Mauerwerk und im Putz	3 357 831 F
605 Foyer régional in Bierset	38 Hermalle-sous-Huy — Bier- set — Saint-Georges — Horion-Hozémont — Rotheux- Rimière	Risse im Mauerwerk und im Putz	125 154 F
605 ^a Maison des Hommes in Flémalle	223 Flémalle-Grande — Flé- malle-Haute — Mons-lez- Liège — Ivoz-Ramet	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Glasar- beit — Giebeln — Risse im Mauerwerk und im Putz — Ein Haus muss abgerissen und neu aufgebaut werden	3 145 613 F
606 Foyer de la Région in Fléron	159 Herve — Wandre — Che- ratte — Beyne-Heusay — Fléron — Soumagne	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Gie- bela — Risse im Mauerwerk und im Putz	1 705 000 F
607 Maison heureuse in Grâce-Hollogne	250 Grâce-Hollogne	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Risse im Mauerwerk und im Putz	4 172 579 F
608 Notre Logis in Grâce-Hollogne	316 Grâce-Hollogne	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Risse im Mauerwerk und im Putz	2 320 679 F
610 Habitation* jemeppienne in Jemeppe	165 Jemeppe	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Risse im Mauerwerk und im Putz	1 886 810 F
613 Société régionale in Herstal	439 Vivegnis — Vottem — Herstal	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Risse im Mauerwerk und im Putz	3 905 200 F
614 Maison liégeoise in Lüttich	5 475 Liège	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Glasar- beit — Risse im Mauerwerk und im Putz	43 559 088 F
616 Home ougréen in Ougrée	431 Sclessin-Ougrée	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Risse im Mauerwerk und im Putz	1 931 933 F
616 ^a Le Confort mosan in Oupeye	10 Hermée	Risse im Mauerwerk der Fassaden	207 440 F
619 Habitations sociales in Saint-Nicolas	1 775 Montegnée — Saint-Nico- las — Tilleur — Ans — Roc- court — Glain	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Glasar- beit — Risse im Mauerwerk und im Putz	35 494 145 F
621 Maison sérésienne in Seraing	324 Seraing	Schäden an Schornsteinen — Dächern — Gie- bela (Beschädigung der Verkleidung) — Risse im Mauerwerk und im Putz	4 306 860 F
625 Régionale verviétoise in Verviers	32 Battice — Herve	Schäden an Schornsteinen — Risse im Mauer- werk + im Putz	650 320 F

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 8. Juni 1984 beigelegt zu werden.

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung.

J. MAYENCE

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 84 — 1697

8 JUNI 1984. — Ministerieel besluit tot toekenning van een terugvorderbaar voorschot aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, ter dekking van de kosten voor de herstelling of de wederopbouw van door de aardbeving van 8 november 1983 beschadigde of vernielde woningen, die toebehoren aan bepaalde door die instelling erkende maatschappijen

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het decreet van 1 december 1983 houdende de begroting voor de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1984;

Gelet op artikel 61.92 van afdeling 36 van titel II (deel II) van bedoelde begroting;

Gelet op het besluit van de Executieve van 21 december 1983 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en -regeling van een terugvorderbaar voorschot aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, ter dekking van de kosten voor de herstelling en de wederopbouw van de door de aardbeving van 1983 beschadigde of vernielde woningen, die toebehoren aan bepaalde door die instelling erkende maatschappijen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 5 juni 1984,

Besluit :

Artikel 1. Een terugvorderbaar voorschot van honderd en zes miljoen negenhonderdzevenennegentigduizend zeshonderd en twee frank (F 106 997 602) wordt toegekend aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting (rekening 000-00335031-14) ten laste van artikel 61.92 van afdeling 36 van titel II (deel II) van de begroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1984.

Art. 2. De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting moet het in het vorig artikel bedoelde voorschot gebruiken voor de financiering van de herstellings- en wederopbouwwerken ondernomen door de erkende maatschappijen die in de bij dit besluit bijgevoegde tabellen vermeld zijn.

Tegenover de naam van elke van die maatschappijen staan vermeld :

1° in de tweede kolom, het aantal en de ligging van de woningen waaraan de bedoelde werken worden uitgevoerd;

2° in de derde kolom, de aard van de schade;

3° in de vierde kolom, het bedrag van het voorschot ter financiering van deze werken.

Art. 3. Het bedrag van het in artikel 2, 3° van dit besluit bedoelde voorschot wordt als voorlopige schatting vastgesteld.

Indien het eindbedrag van de werken met deze schatting niet overeenstemt, nadat de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting een schuldvordering heeft ingediend gestaaid door een verantwoordingverslag dat de stand van de werken vermeldt, zal voor elke betrokken erkende maatschappij een regularisatie worden verricht.

Brussel, 8 juni 1984.

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

J. MAYENCE

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3	Kolom 4
Erkende maatschappijen	Aantal woningen en ligging ervan	Aard van de schade	Bedrag van het voorschot
601 Soc. du log. d'Awans	30 Loncin-Velroux — Awans-Allieur	Spletten metselwerken + zolderingen	228 950 F
602 Le Logis social à Grivegnée	351 Angleur-Chênée — Bressoux — Grivegnée — Jupille	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — ruiten — spletten metselwerken en zolderingen	3 357 831 F
605 Foyer régional à Bierset	38 Hermalle-sous-Huy — Bierset — Saint-Georges — Horton-Hozémont — Rotheux-Rimière	Spletten metselwerken + zolderingen	125 154 F
605 [*] Maison des hommes à Flémalle	223 Flémalle-Grande — Flémalle-Haute — Mons-lez-Luik — Ivov-Ramet	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — ruiten — gevels — spletten metselwerken + zolderingen Eén af de breken en te herbouwen huis	3 145 613 F
606 Foyer de la Région de Fléron	159 Herve — Wandre — Cheratte — Beyne-Heusay — Fléron — Soumagne	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — spletten — gevels — spletten metselwerken + zolderingen	1 705 000 F
607 Maison heureuse à Grâce-Hollogne	250 Grâce-Hollogne	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — spletten metselwerken + zolderingen	4 172 579 F
608 Notre Logis à Grâce-Hollogne	316 Grâce-Hollogne	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — spletten — metselwerken + zolderingen	2 320 679 F
610 Habitation jemeppienne à Jemeppe	165 Jemeppe	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — spletten metselwerken + zolderingen	1 886 810 F
613 Société régionale à Herstal	439 Vivegnis — Vottem — Herstal	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — spletten metselwerken + zolderingen	3 905 200 F
614 Maison liégeoise à Luik	5475 Luik	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — ruiten — spletten metselwerken + zolderingen	43 559 088 F
616 Home ougréen à Ougrée	431 Sclessin — Ougrée	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — spletten metselwerken + zolderingen	1 931 933 F
616 [*] Le Confort mosan à Oupeye	10 Hermée	Spletten metselwerken aan de voorgevels	207 440 F
619 Habitations sociales à Saint-Nicolas	1 775 Montegnée — Saint-Nicolas — Tilleur — Ans — Roccourt — Glain	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — ruiten — spletten metselwerken + zolderingen	35 494 145 F
621 Maison sérésienne à Seraing	324 Seraing	Schade aan de schoorstenen — dakbedekkingen — gevels (beschadigde bedekking) — spletten metselwerken + zolderingen	4 306 880 F
625 Régionale verviétoise à Verviers	32 Battice — Herve	Schade aan de schoorstenen — spletten metselwerken + zolderingen	650 320 F

Ons bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 juni 1984.

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

J. MAYENCE